

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/En-bref>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez  
vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°63 > **Vite, des infos !**

**22 janvier 2015**

## **Vite, des infos !**

### **Tepco et Areva, quand deux bras cassés se donnent la main**

En juin 2011, Areva prenait soin de son image de marque de "leader mondial de la filière nucléaire" et installait sur le site de la centrale dévastée de Fukushima un système de décontamination de l'eau de mer dont les réacteurs sont arrosés depuis mars 2011 pour les refroidir.

Mais cet été, Tepco a annoncé renoncer définitivement à utiliser ce système de décontamination, qui utilise divers procédés chimiques pour réduire la contamination radioactive de l'eau. Tepco a annoncé qu'elle déposerait une demande auprès de l'autorité de sûreté nucléaire japonaise pour pouvoir démanteler le système, qui ne représente plus désormais qu'une énorme masse de matériaux contaminés par la radioactivité. Les niveaux de radiation mesurés dans le système présentaient un risque pour les travailleurs pendant l'exploitation et la maintenance du système. Merci Areva !

Le système Areva de décontamination de l'eau de mer est si compliqué qu'il a fallu plus d'un mois à 50 soudeurs pour le monter. Dans les trois premiers mois d'exploitation, le système a traité 76000 tonnes d'eau contaminée mais a dû être arrêté à de nombreuses reprises du fait de problèmes divers. Il est inutilisé depuis trois ans. Tepco continue de tester en vain différentes technologies et méthodes pour traiter et stocker l'eau contaminée et empêcher qu'elle ne contamine les nappes phréatiques sous le site, et la mer. Merci Tepco !

Source : [www.enformable.com](http://www.enformable.com)

### **Canada : un expert dénonce un projet d'enfouissement de déchets nucléaires**

Au Canada, l'entreprise Ontario Power Generation (OPG) souhaite enfouir 200000 m<sup>3</sup> de déchets nucléaires dits de "faible et moyenne activité" à 680m sous le site de la centrale nucléaire Bruce Power près de la ville de Kincardine... à moins d'un kilomètre du lac Huron ! Le projet a reçu l'approbation de la Commission canadienne de Sûreté Nucléaire. Mais en septembre, Frank Greening - qui a exercé pendant 20 ans comme radiochimiste (spécialiste de la chimie des éléments radioactifs) au sein d'OPG justement — a sévèrement dénoncé le projet au cours d'une audition fédérale dédiée. Ce scientifique a déclaré "Les mines sont des endroits dangereux, les déchets nucléaires sont des substances dangereuses. Mettez les deux ensemble et vous augmentez terriblement le danger." Greening a enfoncé le clou : "Enterrer ces déchets ici, c'est vouloir des ennuis, aussi près de ce lac magnifique, c'est complètement idiot." Début 2014, Greening avait

découvert qu'OPG sous-estimait gravement les niveaux de radioactivité des déchets concernés. Suite à ses révélations, les autorités avaient demandé à OPG de corriger ses méthodes de calcul et de présenter un nouveau dossier.

125 municipalités canadiennes et étatsuniennes ont adopté des résolutions pour s'opposer au site d'enfouissement de Kincardine, et pour la plupart à tout enfouissement nucléaire dans le bassin des Grands Lacs. La commission fédérale chargée des auditions autour du projet ne rendra pas de décision avant plusieurs mois.

Sources : Kincardine News, CTV News

### **Centrale US de Diablo Canyon : risque sismique et lanceur d'alerte**

L'ingénieur nucléaire Michael Peck a été l'inspecteur sur site en charge de la centrale nucléaire de Diablo Canyon aux États-Unis, pour le compte de la NRC, l'autorité de sûreté nucléaire étatsunienne. En juillet 2013, il a engagé une démarche formelle au sein de la NRC, dite "Opinion Professionnelle Divergente", pour dénoncer la non-prise en compte par l'autorité du risque sismique qui menace Diablo Canyon. Plusieurs failles sismiques importantes passent à proximité de Diablo Canyon. Lorsque la construction du premier réacteur a été autorisée en 1968, deux de ces failles (Hosgri et Shoreline) n'avaient même pas encore été découvertes ! Et depuis, la compréhension scientifique des séismes s'est drastiquement accrue.

L'opérateur de la centrale, Pacific Gas & Electric (PGE), prétend que Diablo Canyon peut résister aux séismes les plus puissants que pourraient générer ces failles. Quant à la crédibilité de PGE en matière d'ingénierie, c'est la même entreprise qui a construit les réacteurs 1 et 2 de cette centrale en inversant en miroir leurs plans par erreur. Malgré la demande de Peck que son analyse soit rendue publique, la NRC n'en a rien fait, et n'a pas non plus statué dans le délai réglementaire de 120 jours qui s'imposait à elle. Le comité du Sénat américain chargé des affaires environnementales et publiques a annoncé le lancement d'auditions au sujet de la censure de l'avis du Dr Peck. La présidente du comité, la sénatrice Barbara Boxer, a déclaré "L'inaction de la NRC équivaut à l'abdication de sa responsabilité de protéger la santé et la sûreté du public."

Source : The Nuclear Monitor 790

### **Inefficacité énergétique des appareils connectés**

Selon l'Agence internationale de l'énergie (rapport "More Data, Less Energy : Making Network Standby More Efficient in Billions of Connected Devices"), les quelque 14 milliards d'appareils électroniques connectés à Internet (ordinateurs, consoles de jeu, modems, box...) disséminés dans le monde ont consommé 616 TWh d'électricité en 2013, dont environ 400 TWh (soit autant que la production du parc nucléaire français !) représentent un simple gaspillage dû à des technologies de connectivité inefficaces. Du côté des consommateurs, ce sont près de 80 milliards de dollars qui sont partis en fumée. La majeure partie de la consommation de ces appareils - jusqu'à 80 % - vient en effet du seul maintien de leur connexion au réseau. La faute, d'une part, estime l'AIE, à des protocoles de communication qui demandent aux appareils d'être allumés et en mesure de répondre en permanence. D'autre part, ces appareils ne sont pas capables de réguler leur consommation d'énergie en fonction du volume de données échangées. Selon l'AIE, les technologies permettant de réduire ce gaspillage existent. Elles sont d'ailleurs utilisées dans les smartphones, contraints par la taille limitée de leur batterie. Leur application dans les appareils non nomades pourrait réduire de 65 % leur consommation d'énergie. L'AIE en appelle aux politiques pour imposer des normes d'efficacité.

Source : L'Usine Digitale